



Phytoprotecteurs : à quand la reconnaissance du travail accompli ?

La profession légumière a déjà avancé sur les pratiques dites alternatives (qui sont en fait des pratiques complémentaires) de protection des cultures. Pourtant, les efforts ne sont pas reconnus.

La production légumière est un cas à part... C'est l'un des enseignements à tirer de l'étude menée par l'Inra pour Eco-phyto 2018. Il n'y a pas assez de références dans le domaine et trop d'usages différents (cf. p4). Du coup, les experts n'ont pas pu simuler l'impact de la réduction des produits phytoprotecteurs

sur notre production. Globalement, ces mêmes experts estiment que la réduction de 50 % des pesticides toutes productions confondues est inatteignable. Un tiers de réduction serait envisageable au niveau national sans remettre en cause de façon profonde les systèmes de production. Il faut néanmoins relativiser les résultats du fait des nombreuses contestations techniques qui émanent de cette étude.

Boîte à outils complète

Les pratiques des producteurs légumiers ont déjà fortement changé. L'interview de Joseph Rousseau donne un éclairage pertinent sur l'évolution des pratiques de protection des cultures depuis une quinzaine d'années (cf. page 2). Le président de l'AOP Cerafel rappelle que le cœur du métier de producteur n'est pas de traiter mais bien de nourrir la popu-

lation avec un légume sain par excellence, légume dont il est responsable. Pour cela, le producteur a besoin d'une boîte à outils complète, le traitement n'intervient qu'en dernier recours et est positionné à bon escient. En tomates, par exemple, il utilise systématiquement les auxiliaires. Mais, lors d'une invasion de prédateurs, il est contraint de recourir à une solution chimique. Les producteurs d'artichauts ont, eux aussi, un besoin ponctuel de molécules. Idem pour la salade où certaines parcelles ont été détruites entièrement en 2009 faute de solutions efficaces. Tout l'enjeu est là : convaincre que l'usage des produits phytoprotecteurs vienne compléter la batterie des moyens de lutte contre les ravageurs et les maladies, et que son absence peut avoir des conséquences désastreuses.

Olivier Chesnais

Responsable Environnement-Qualité - AOP Cerafel





Joseph Rousseau, président de l'AOP Cerafel

"Nous traitons le moins possible"

Producteur installé depuis 1983 à Trélévern dans les Côtes d'Armor, Joseph Rousseau est aussi président de l'AOP Cerafel. Pour lui, il faut continuer à expliquer la philosophie du légumier : produire un légume sain et de qualité.



Quelle est votre vision du dossier phytosanitaire en légumes ?

Partout où je vais, que je m'adresse à un spécialiste ou à un consommateur, j'explique une chose fondamentale : le producteur n'utilise les produits phytosanitaires qu'en dernier recours pour protéger sa culture. Quand nous le faisons, nous respectons scrupuleusement les doses et les contraintes liées à cet usage : Délai avant récolte, Délai de réentrée... La plupart du temps, le producteur de légumes utilise des techniques alternatives : désherbage mécanique, rotation des cultures, auxiliaires... En artichaut, par exemple, on ne désherbe que le dra-gon qui est une plante lente à pousser. Mais ce désherbage n'intervient que tous les deux ou trois ans... N'oublions pas qu'en légumes, nous avons la chance d'avoir un matériel végétal rustique. En proportion, on utilise plus de produits phytosanitaires pour protéger les céréales.

Peut-on dire que les pratiques ont évolué ?

Le désherbage mécanique a toujours existé, mais le matériel a évolué. Aujourd'hui, une exploitation légumière type est hyper équipée pour l'entretien mécanique des cultures. On peut notamment intervenir de façon beaucoup plus précise qu'avant.

Il ne faut pas se voiler la face : les pratiques ont évolué aussi parce qu'on a de moins en moins de produits à notre disposition. C'est le fameux problème des usages mineurs ou orphelins. Le producteur ne peut pas rester sans rien faire face à une attaque de mildiou par exemple. Auparavant, face au problème du mildiou sur artichaut, nous avions plusieurs alternatives efficaces, aujourd'hui une seule solution chimique efficace subsiste avec un délai avant récolte d'un mois et demi... Certaines années, nous avons subi de grosses pertes.

Les producteurs utilisent également de plus en plus les auxiliaires de cultures : et ça marche ! Je le constate au quotidien : aussi bien en serre qu'en plein champ. Nous n'avons pas appris cela à l'école mais nous nous sommes formés au cours de rencontres et d'échanges.

La politique du zéro puceron était une erreur, on le sait aujourd'hui. Et nos parents qui ont vu les pulvérisateurs arriver utilisaient des produits qui détruisaient tout. Ce sont des pratiques qui appartiennent au passé. L'une de mes parcelles n'a pas reçu de couverture insecticide depuis 12 ans ! La lutte contre les pucerons grâce aux auxiliaires marche très bien dans certaines zones. Nous avons la chance de disposer d'un bocage riche et de plantes pérennes, cela se marie bien avec une protection naturelle. Les connaissances des producteurs dans ce domaine ont fortement progressé grâce à l'expérience et à l'observation. L'enjeu est aussi économique : moins il y a d'interventions et mieux c'est.

Donc oui, les pratiques ont évolué, le préventif a quasiment disparu. Le producteur ne traite que si nécessaire. Si les conditions climatiques lui permettent un désherbage mécanique, il ne se posera pas de questions. Dans le cas contraire, il sera contraint de se tourner vers une solution chimique.

Pourtant, le producteur breton a parfois l'image de celui qui réclame sans cesse de nouvelles molécules ?

Nous ne devons pas avoir peur d'expliquer la réalité de notre métier. Martelons ce message : nous privilégions les solutions alternatives de désherbage et de lutte contre les ravageurs, mais parfois nous n'avons pas le choix. Soit nous traitons, soit nous perdons la culture. Pour cette raison, nous avons besoin de produits efficaces à utiliser au bon moment. Il est vrai que notre image n'est pas forcément bonne sur le sujet. Nous devons faire preuve de pédagogie et montrer que nous sommes des gens raisonnables. Nous sommes les nourrisseurs du peuple. Nous arriverons peut-être, à force, à modifier cette image. Le plus important est de démontrer que nous produisons un légume sain.

Malheureusement, il est difficile de contre-balancer les dérapages médiatiques.





L'agriculture biologique peut-elle être la solution ?

C'est une solution. Les producteurs biologiques qui se sont lancés il y a quelques années nous ont permis de progresser dans les solutions alternatives : désherbage mécanique, lutte biologique, engrais verts... Aujourd'hui, les producteurs bio sont reconnus par leurs pairs et participent largement à la vie de notre structure professionnelle. Je suis ravi de voir que la commission bio de l'AOP Cerafel va enregistrer une production de 10000 t en 2010. Le choix de dédier la station de Pleumeur-Gautier au bio était justifié et



Des auxiliaires naturels prêts à rentrer en action

nous permet d'être moteurs dans le domaine et d'accompagner les producteurs au plan technique. Je suis pour l'agriculture plurielle et la complémentarité des techniques. Nous devons continuer à travailler ensemble.

Cependant, au niveau mondial, on ne pourra pas nourrir toute la population si l'on passe au bio. Il faudrait beaucoup plus de superficie... Il faudra sans doute se tourner vers l'écologiquement intensif comme l'a dit Bruno Parmentier.

Que pensez-vous du programme Ecophyto 2018, issu du Grenelle de l'environnement et qui prévoit de faire baisser l'usage des produits phytosanitaires de 50 % d'ici à 2018 ?

Nous n'avons pas attendu le programme Ecophyto pour faire évoluer nos pratiques et nous comptons

poursuivre nos efforts. Cependant, l'objectif de 50 % est arbitraire et ne tient pas compte de tout le travail réalisé par la profession. Qui plus est, la situation en légume est atypique du fait des nombreux usages non pourvus et des conséquences importantes des aléas climatiques sur les pratiques. Il faut également que les règles du jeu soient européennes pour les rendre plus équitables. Il y a un gros travail à accomplir autour de l'harmonisation européenne. Il n'est pas normal de pénaliser les producteurs français en leur supprimant des solutions techniques alors que dans le même temps leurs concurrents européens pourraient les utiliser et vendre sans problème leur production sur le marché français.

EARL de Traouhoat à Trélévern

- **2 associés :** Jocelyne et Joseph Rousseau • **18 Equivalents temps plein** sur l'année
- **Productions :** tomates (vrac et grappe), batavia, fraises, chou-fleur, artichaut, céréales.

PHYTOSANITAIRES : récapitulatif des nouvelles dérogations et homologation

DÉROGATIONS 120 jours

Cultures	Usage	Spécialité commerciale	Date de fin
ARTICHAUT	Désherbage	EMIR (Oxyfluorène + propyzamide)	6 juillet 2010
CAROTTE - CELERI RAVE CHOUX - RADIS OIGNON - POIREAU	Mouches	FORCE 1.5 G (Tefluthrine)	22 juillet
CHOUX ENDIVE	Mouches Taupins - vers blancs	ONCOL S (Benfuracarbe)	1 ^{er} juin
MACHE	Désherbage	COLZAMID / DEVRINOL 450 SC (Napropamide)	20 juillet
FRAISE	Thrips	SUCCESS 4 (Spinosad)	21 juillet
FRAISE	Pucerons	CALYPSO (Thiaclopride)	20 juillet
CAROTTE	Désherbage	SENCORAL UD (Metribuzine)	20 juillet
EPINARD	Désherbage	FASNET SC (phenmedipham)	20 juillet
CULTURES LÉGUMIÈRES	Nématodes	TELONE 2000 (1,3 Dichloropropène)	21 juillet

HOMOLOGATION

Cultures	Usage	Spécialité commerciale
LAITUES	Pourriture du collet	SIGNUM (pyraclostrobine + boscalid)

Pour plus d'informations sur les conditions d'emploi contactez votre technicien.



Phyto-sanitaires

Ecophyto R&D

A la demande des ministres de l'Agriculture et de l'Environnement, l'étude Ecophyto R&D, a été coordonnée par l'Inra, et présentée le 28 janvier 2010 à Paris. Voici un zoom sur les points marquants de cette restitution.

Le Grenelle de l'environnement a fixé l'objectif de « réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides d'ici 10 ans, si possible ». L'étude Ecophyto R&D propose un état des lieux et doit permettre la mise en place de scénarios et d'outils pour la réalisation de cet objectif. La première conclusion est que l'objectif affiché (des 50 %) ne pourra être réalisé sans modification des niveaux de production. Une réduction de l'ordre de 30 % du recours aux pesticides à l'échelle nationale (toutes cultures confondues) serait possible avec des changements de pratiques substantiels, mais sans bouleversement majeur des systèmes de production.

Une étude contestée

Différents instituts techniques ont contesté la validité du modèle, remettant en cause plusieurs de ses hypothèses. Plusieurs aspects importants d'une réduction de l'utilisation des pesticides n'ont pas pu être traités par cette étude : effets de la variabilité temporelle des conditions climatiques, sanitaires ou économiques, déterminants du comportement des acteurs face aux risques et face au changement, effets sur les filières au-delà de l'échelle de l'exploitation agricole, effets indirects sur les marchés de matières premières agricoles ou sur les populations de bio-agresseurs, lien entre changements de pratiques et impact sanitaire et environnemental... De plus, l'indicateur retenu pour évaluer l'évolution de la pression pesticide est l'IFT (Indice de fréquence de traitement). Il s'agit du nombre annuel d'équivalents traitements appliqués sur une culture. Cet indicateur de volume ne fait pas l'unanimité. En effet, il apparaît nécessaire de le compléter par des indicateurs d'impact prenant en compte les différences de profils éco-toxicologique des spécialités commerciales mais également les conséquences économiques.

Manque de données pour les légumes

Pour les cultures légumières, l'analyse des experts a été fortement pénalisée par le manque de données statistiques sur les pratiques actuelles et le faible nombre d'expérimentations testant véritablement des systèmes de culture économes en pesticides. Cette situation est principalement liée à la grande diversité des espèces légumières cultivées, des modes de production (plein champ, abris froids, hors sol



L'étude menée par l'Inra sur les incidences d'Eco-phyto 2018 a mis en exergue le côté irréaliste de l'objectif des 50 % de réduction d'ici à 2018. Compte tenu du manque de références pour la production, les légumes n'ont pas pu être intégrés dans les scénarios techniques.

sous serre...) et des itinéraires techniques possibles. Les experts de la filière estiment que les producteurs légumiers mettent déjà en œuvre de nombreuses méthodes non chimiques : résistances variétales, greffage, couvertures plastiques du sol contre les adventices et divers bio-agresseurs, protection biologique (essentiellement sous abris)... Il ne leur a pas été possible d'estimer les valeurs des IFT, rendements et indicateurs économiques pour les principales espèces. Les productions légumières n'ont donc pu être intégrées dans les scénarios construits à l'échelle nationale.

>> Pour en savoir plus :

http://www.inra.fr/presse/ecophyto_rd_quelles_voies_pour_reduire_usage_des_pesticides

<http://www.forumphyto.fr/flash-ecophyto>